

Les adhérents de l'UTL ne s'étaient pas trompés : après la passionnante conférence de l'an dernier faite par Monsieur Collas, sur La Russie de Poutine, ils étaient venus en nombre s'informer de ce pays situé aux confins de l'Europe et de l'Asie qui fait souvent la une de l'actualité.

Après une brève introduction, au cours de laquelle, il évoque cet État musulman devenu laïc, mais qui, depuis une douzaine d'années plonge dans l'islamisme, Monsieur Collas divise son exposé en trois parties :

1 Un rappel historique nous renvoie au XVIème siècle et à l'Empire ottoman dont faisait partie la Turquie.

- Début XIXème : lente désagrégation de l'empire après l'indépendance de la Grèce et sous la poussée des Russes et de l'empire austro-hongrois.
- 1916 : accords Sykes-Picot entre la France et le Royaume-Uni qui prévoient le partage du Proche-Orient en plusieurs zones d'influence.

Fin 1918 : occupation du territoire actuel de la Turquie par les troupes françaises, britanniques et grecques.

- Un homme refuse cette situation : Mustafa Kemal. Installé à Ankara, il organise la résistance et au traité de Lausanne, en 1922, la Turquie est proclamée République. Mustafa Kemal en deviendra le premier Président.

Ces mots prononcés, en 1923, par le Président :

« Nous avons reçu notre inspiration non pas du ciel, mais directement de la vie... Nous puisons notre force dans les sciences et la civilisation contemporaine. »

annoncent clairement le changement radical que va subir le pays.

- Après sa mort, on garde le cap de cette occidentalisation, la laïcisation se fait de manière forte.

Pendant la seconde guerre mondiale, la Turquie choisit le camp occidental et, dès 1949, adhère à l'OTAN.

Le pays s'industrialise et commence à demander son adhésion à la CEE.

- Dans les années 1970-80, la Turquie est frappée par la crise ; une agitation sociale forte secoue le pays. Mettant à profit, cette situation, les frères musulmans développent une politique de propagande qui, bientôt, va les conduire à la tête des municipalités, comme l'élection d'Erdogan comme maire d'Istanbul.

2 L'arrivée au pouvoir des Frères musulmans.

Après l'arrestation des Frères musulmans, les militaires rétablissent la situation et donnent le pouvoir aux autorités civiles, mais un nouveau parti islamique renaît. Ahmed Davutoglu qui sera premier ministre de la Turquie, va théoriser l'ottomanisme :

- retour aux valeurs de l'Islam
- volonté de réintervenir sur la scène du Moyen-Orient, de recréer, en quelque sorte, l'empire ottoman

Au début des années 2000, le nouveau parti, le parti de la liberté, obtient la majorité au Parlement et les sondages confirment l'adhésion de la population turque à ce parti dont la volonté est de faire redémarrer l'économie et de créer une nouvelle bourgeoisie islamisée.

Le problème du parti, ce sont les militaires, car l'armée, très puissante, très entraînée est aussi une entité économique. Qu'à cela ne tienne : à Istanbul, on va construire de nouveaux quartiers et de nouveaux aéroports, sur des terrains qui appartenaient à l'armée et qu'on va leur payer bien plus cher que le prix du marché ... en échange, le pouvoir turc doit donner la garantie qu'il n'y aura jamais d'État kurde comme cela avait été suggéré en 1918. Cependant, on assiste à une islamisation de l'armée : de nombreux officiers subalternes sont islamistes !

3 Objectifs géopolitiques de la Turquie

Davutoglu n'avait pas prévu les problèmes en Syrie, ni l'apparition de Daech, ni l'arrivée, en masse, des réfugiés syriens en Turquie !

- L'attitude de la Turquie vis à vis de la Syrie est assez ambiguë : après avoir soutenu et financé les opposants à Bachar el-Assad, le gouvernement turc s'est, tout d'abord, assez bien accommodé de Daech avant d'attaquer cette organisation par solidarité avec les frères musulmans et pour satisfaire ses ambitions territoriales sur la partie Nord de la Syrie. Mais la Turquie ne pourra atteindre ses objectifs que si les Russes les laissent faire, car eux aussi s'implantent en Turquie et peuvent, à tout moment dire « stop ».
- Les Kurdes posent également un problème : très efficaces contre Daech, ils ne semblent pas être en mesure de fonder un État, il y a trop de différences entre les kurdes marxistes de Turquie et ceux d'Irak ou d'Iran.
- Quant au coup d'état militaire de 2016, il pose encore de nombreuses questions : coup d'état traditionnel de la partie laïque contre l'islamisme ou coup monté pour permettre la répression ? Cela a permis à Erdogan, président de la République de Turquie depuis 2014, d'éradiquer l'opposition dans le pays.
- Aujourd'hui, il peut développer l'ottomanisme et procéder à la réislamisation, objectif qu'il n'a jamais caché.

En conclusion, Monsieur Collas rappelle, qu'au Moyen-Orient trois puissances s'affrontent : l'Arabie Saoudite, l'Iran et la Turquie. Dans ce dernier pays qui s'associerait plutôt à l'Arabie Saoudite, tout est suspendu à la situation économique et sociale : c'est de cela que dépend la longévité du pouvoir d'Erdogan qui souhaiterait faire modifier la constitution pour faire de lui un président à vie !

Merci à Monsieur Collas d'avoir, avec autant de clarté, replacé les forces en présence et exposé les enjeux politiques et financiers dans cette partie du monde où, semble-t-il, aucun problème ne sera jamais réglé.